

Grèce : cette tragédie économique et sociale qu'Athènes et la zone euro auraient pu s'éviter



Les Grecs ont voté à 39,7% aux législatives pour le parti de droite Nouvelle Démocratie, dirigé par Kyriakos Mitsotakis qui va devenir ainsi Premier Ministre, remplaçant Alexis Tsipras. Le contexte social dans le pays est toujours critique, et s'explique en partie par les mauvaises décisions prises par les dirigeants européens depuis l'entrée du pays dans la zone euro.

Avec Christophe
Bouillaud

Beaucoup d'opposants parlent d'une aggravation possible de la crise sociale qui touche aujourd'hui la Grèce. S'il est difficile de remettre en question ce constat, en quoi est-ce aussi de la responsabilité de la zone euro et de l'Union Européenne ? En quoi la zone euro a fait de mauvais choix sur chacune des étapes suivantes, et comment cela a impacté la Grèce ?

Atlantico : Lors de l'entrée de la Grèce dans la zone euro en 2001 : la situation économique de la Grèce était-elle conforme aux critères de convergences prévus dans le traité de Maastricht, comme l'avait affirmé son Premier ministre Konstantinos Simitis ? En quoi est-ce un problème central dans une union monétaire ?

Christophe Bouillaud : Pas vraiment. Le niveau d'endettement du pays était déjà trop important, au-dessus des 100% du PIB. Si on avait respecté les critères dits de Maastricht, il aurait dû être hors de question d'accepter la Grèce, puisque d'évidence les 60% du PIB étaient dépassés. Il faut dire que le précédent italien jouait en faveur de l'acceptation de la Grèce. En effet, l'Italie avait été admise à faire partie des pays fondateurs de l'Euro, alors même que sa dette publique était elle aussi bien au-delà des 60% théoriquement requis. Il était du coup difficile de justifier le refus de la Grèce, puisqu'on avait fait auparavant cette énorme entorse aux règles avec l'Italie. On notera que ces deux pays sont les deux grands perdants économiques sur la période 1999-2019 en Europe...

Par ailleurs, la dynamique des prix et des salaires en Grèce était bien loin de fonctionner selon une logique allemande ou néerlandaise. L'inflation était donc structurellement plus forte en Grèce qu'au centre de la zone Euro.

De fait, dans une union monétaire, ces deux aspects rendent la politique monétaire unique de la zone très dangereuse pour un pays à la marge des tendances communes tel que la Grèce. D'une part, comme le pays est plus endetté que les autres, les variations des taux d'intérêt sous l'effet de la politique monétaire, à la hausse ou à la baisse, pour réguler la conjoncture de la zone monétaire

impactent bien plus l'équilibre de son budget public que pour les autres pays. Quand vous êtes endetté à hauteur de 30% ou de 60% de votre PIB, une hausse du taux d'intérêt n'a évidemment pas le même impact sur vos finances publiques que si vous êtes endetté à 90% ou à 110% de votre PIB. D'autre part, en raison d'une inflation plus forte chez vous que dans l'ensemble de la zone, les taux d'intérêts réels (taux nominaux moins inflation) sont plus bas chez vous, d'où la possibilité d'un emballement du crédit privé et public, puisqu'emprunter coûte peu cher chez vous.

En résumé, grâce à l'admission dans la zone monétaire, il est possible de vivre d'un crédit peu cher, mais gare alors au retournement de conjoncture.

Entre 2001 et 2008, aurait-on pu constater que la convergence n'arrivait pas et que la Grèce était fragile ? Ne fallait-ils pas mettre en place des mécanismes de transferts budgétaires ?

On aurait pu voir deux choses entre 2001 et 2008. D'une part, il aurait fallu remarquer la mise en place d'une croissance fondée sur le crédit peu cher pour les agents privés et pour l'Etat grec (y compris pour des dépenses somptuaires pour les Jeux olympiques d'Athènes en 2004 et pour des achats d'armements par les forces armées grecques) ne correspondait pas au développement d'un secteur productif très compétitif, que ce soit dans l'industrie, l'agriculture ou les services. D'autre part, il aurait fallu s'étonner du fait que les marchés financiers avaient fini par juger les titres de la dette publique grecque comme d'aussi bonne qualité que ceux de la dette publique allemande. Les marchés, et aussi les agences de notation, étaient dans l'illusion, car il était par ailleurs certain que l'Etat grec était peu apte à faire rentrer l'impôt, en tout cas bien moins apte que l'Etat allemand.

A ce stade, les transferts budgétaires entre Européens n'étaient pas particulièrement nécessaires. Par contre, il aurait été bon d'avoir un mécanisme permettant de freiner cet emballement de la demande de crédits privés et publics par la Grèce, et surtout d'avertir les autorités grecques du caractère très fragile de leur modèle de croissance.

A dire vrai, la leçon grecque a servi, puisque depuis 2012, la BCE et la Commission européenne surveillent en principe ce genre de déséquilibres macroéconomiques pour tous les Etats européens.

L'accord du 2 mai 2010, en pleine crise de la dette souveraine, était-il pertinent pour redresser l'économie grecque ? Quelles ont été ses conséquences économiques et sociales ?

Non. Avec le recul du temps, et avec les informations qui ont pu filtrer par la suite, il restera sans doute dans les livres d'histoire qu'il s'agissait surtout de sauver les banques privées créancières de la Grèce, essentiellement les grandes banques françaises et allemandes. Toute l'opération de « sauvetage de la Grèce » a été en fait une opération de sauvetage de ses créanciers privés étrangers. Cela a peut-être évité au monde occidental une série de Lehmann Brothers puissance 100, mais cela n'a pas redressé l'économie grecque. Toute la manœuvre a consisté à empêcher la Grèce de faire faillite purement et simplement. Cela aurait ruiné ses créanciers. Du coup, les autres pays de la zone Euro se sont entendu pour lui prêter l'argent pour les rembourser, et ils ont fini par faire intervenir la BCE pour racheter la dette grecque. Au final, la Grèce est toujours aussi endettée (plus de 170% du PIB), mais aucun acteur économique qui ne soit pas grec n'a trop perdu d'argent à ce jeu.

Les décideurs européens ont en plus sous-estimé les effets de l'austérité qu'ils imposaient à la Grèce pour prix de cette prétendue aide. Ils ont provoqué une magnifique spirale récessive, comparable à la dépression des années 1930 aux Etats-Unis, dont la Grèce sort très difficilement. Elle y a perdu une bonne part de sa population la plus jeune qui a préféré émigrer, qu'attendre une reprise bien hypothétique.

Pour ce qui est des conséquences économiques et sociales, le désastre est complet. Tous les indicateurs de la Grèce ont reculé. Le taux de suicide a même augmenté. L'Union européenne n'a absolument pas respecté son ambition de progrès économique et social, et sa promesse de tenir compte de tous les citoyens de l'Union. De fait, il n'y a rien que la liberté de circulation des travailleurs qui a joué en faveur des Grecs ordinaires qui ont pu chercher fortune ailleurs dans l'Union européenne. Heureusement, le marché du travail européen a permis cette mobilité forcée.

En 2015, s'est-il passé la même chose avec la négociation avec SYRIZA ?

Oui, au final, les décideurs européens ont exigé du gouvernement Tsipras la poursuite et l'approfondissement de l'austérité. Ils l'ont fait en plus en sachant fort bien que les Grecs étaient épuisés par ces choix. Le référendum de 2015 avait pourtant donné une forte majorité de Grecs pour refuser l'austérité. Il n'en a été tenu aucun compte. La nouveauté de 2015 fut donc que les plaintes des électeurs grecs ne servaient à rien. Il faut dire que cette nouveauté a démontré toute l'attention que ces décideurs portaient à l'intégrité du processus démocratique dans un pays membre de l'Union européenne.

Globalement qu'aurait dû faire l'Union européenne pour éviter la situation que connaît la Grèce aujourd'hui ? Qu'aurait-il été préférable d'entreprendre ?

L'erreur fondatrice fut d'admettre la Grèce dans la zone Euro. On peut imaginer que si ce pays était resté en dehors de la zone Euro, beaucoup de choses se seraient passées autrement. Il faut bien dire qu'aucun pays hors zone Euro appartenant à l'Union européenne n'a connu de crise économique et sociale aussi prononcée. L'Union européenne hors zone Euro est plutôt marquée par des réussites à sortir de la pauvreté (Pologne, République tchèque, Roumanie).

La seconde erreur fut de ne pas respecter les traités en 2010. Je m'explique : selon les traités instituant la zone Euro, il ne saurait être question d'aider un Etat de la zone Euro en raison de sa mauvaise gestion passée. La Grèce avait été mal gérée, elle avait abusé du

crédit d'autrui, il aurait donc été logique qu'elle se déclare en cessation de paiement. C'était là l'orthodoxie « ordo-libérale » - compréhensible dans sa logique punitive. Or, toujours en principe, jamais on aurait dû en arriver là, car, selon cette même orthodoxie, les marchés auraient dû « surveiller » les Grecs et ne pas leur prêter follement. De fait, ils ne l'ont pas fait, du coup, en 2010, il aurait fallu aller à la faillite pour apurer ces erreurs. Or, à ce moment-là, en 2010, tout le monde a pris peur, car on était face à quelque chose qui ne devait pas pouvoir se produire, et, du coup, on a bricolé cette solution de la fausse « solidarité européenne » mâtinée d'austérité à tout crin. Tout cela a largement résulté de la crainte de voir la Grèce forcée de quitter la zone Euro, mais n'était-ce pas en réalité la bonne solution, puisqu'en réalité la Grèce n'aurait pas dû y rentrer ?

La troisième erreur fut d'insister encore et encore sur l'austérité, alors même que cela ne marchait pas. En plus, les dirigeants européens, plus comptables qu'économistes, ne sont jamais efforcés de développer avec les dirigeants grecs une vraie stratégie économique adaptée au pays. Ils se sont contentés de recettes néo-libérales éculées. Finalement, ce sont les autorités chinoises qui ont rempli partiellement ce vide en proposant de faire de la Grèce l'un des terminaux européens de leurs « nouvelles routes de la soie »...

La quatrième erreur est de considérer que la Grèce peut se passer d'une réduction drastique de sa dette publique. Pour l'instant, les taux d'intérêts sont bas, mais demain, s'ils remontent ? De fait, la question grecque est suspendue, mais pas résolue.